



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Proposition de panel

Titre de la proposition

Comment les usages contestataires d'Internet transforment les régimes autoritaires

Texte de la proposition

L'objectif de ce panel est de construire une perspective comparatiste sur les usages contestataires d'internet, et plus généralement des nouveaux dispositifs d'information et de communication (chaînes satellitaires, téléphones portables, caméras numériques, clés USB...) en contexte autoritaire. Loin de l'euphorie médiatique sur les « révolutions Facebook ou 2.0 », il convient dans cette optique de se départir de tout déterminisme technologique par l'analyse systématique des transformations des modes de prise de parole et de protestation induits par les usages des NTIC, ainsi que de leur corollaire, l'adaptation par les gouvernements autoritaires des modes de contrôle et de répression de ces nouvelles formes de critique. Cette question de recherche s'inscrit dans **la thématique V** de l'appel du congrès - « les nouvelles formes de participation en politique: e-démocratie, consultation citoyenne, budget participatif, etc. » - en ce qu'elle s'intéresse à la façon dont les nouvelles formes de participation politique informelles et « par le bas » (Bayart *et al* 1992) transforment les régimes politiques autoritaires.

L'approche proposée devrait nous permettre de mettre en perspective les études actuelles sur cette question, largement divisées entre optimistes et pessimistes. D'un côté, les optimistes insistent sur la subversion du contrôle social permise par les usages contestataires des NTIC (Shapiro 1999, Rahimi 2003) du fait de la brèche qu'ils ouvrent dans le monopole de l'information (Damm and Thomas 2006) et de la possibilité nouvelle de documenter la répression de l'Etat (Shirky 2008). De l'autre côté, les pessimistes montrent que le développement des NTIC permet aux gouvernements autoritaires de mieux contrôler et réprimer la contestation (Hugues 2002, Deibert et Rohozinski 2010, MacKinnon 2011, Morozov 2011), d'autant plus que les espaces numériques politisés restent souvent fragmentés et ne sont pas toujours visibles par la population ordinaire/non militante (Flichy 2008, Lonkila 2008, Arsène 2011).

Notre proposition de panel cherche à articuler autant qu'à dépasser ces positions de trois manières : 1/ en pensant l'adoption d'Internet et plus généralement des NTIC comme partie prenante de dynamiques sociales préexistantes (par ex. les modes de prise de parole ou de contrôle social) et non exclusivement en termes de « nouveautés » ; 2/ en ne considérant pas simplement Internet comme un espace où s'affronteraient d'une part, les autorités (et leurs partisans), d'autre part, la « société civile », où les deux parties constitueraient des ensembles homogènes et consensuels, alors qu'il s'agit d'un espace où se jouent des interactions complexes et plus ou moins conflictuelles entre une grande variété d'acteurs (Aday *et al.* 2010, Arsène 2011) et dont les relations peuvent évoluer au fil du temps en fonction de facteurs internes et externes à la dynamique des échanges en ligne ; 3/ par l'étude fine des transformations sociales et politiques induites par les usages contestataires des NTIC à l'intérieur des contextes autoritaires plutôt qu'en pensant avant tout en termes de changement de régime. Il s'agit en effet de comprendre comment les modes de contrôle social et de répression s'adaptent à de nouvelles contraintes comme celle de la visibilité accrue de la répression permise par les NTIC, notamment afin de ne pas perdre en légitimité et d'assurer la stabilité des régimes.

Afin de résister tant au déterminisme technologique qu'au prisme transitologique, nous souhaitons ainsi dés-exceptionnaliser l'appréhension des usages contestataires des NTIC en contexte autoritaire afin de mieux saisir les transformations et adaptations à l'oeuvre dans ces contextes face à la montée de revendications nouvelles de plus en plus visibles pour des publics à la fois locaux, transnationaux (notamment la diaspora) et internationaux.

Deux axes centraux seront privilégiés en ce qui concerne le choix des communications:

1/ Le processus de configuration d'arènes virtuelles de débats.





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



2/ L'analyse de la part jouée par les arènes sur le changement social et/ou politique.

Nous souhaitons recevoir des travaux avec 1/ une solide base empirique 2/ des apports théoriques en ce qui concerne le rôle des usages des NTIC dans la transformation des régimes autoritaires (y compris dans leur renversement, quand c'est le cas) à travers la participation accrue des citoyens à des débats publics 3/ une constante mise en perspective comparatiste (autrement dit, en situant toujours le(s) cas traité(s) par rapport à d'autres) afin d'alimenter la discussion collective. Nous encourageons donc particulièrement les chercheuses et chercheurs travaillant sur la thématique proposée dans un ou plusieurs contextes autoritaires à nous envoyer leurs contributions, mais nous étudierons également avec attention les travaux portant sur certaines enclaves autoritaires en contexte démocratique ainsi que les travaux comparatifs collectifs (écrits à quatre mains ou plus).

